



EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE GUYANE

Assemblée Plénière du 09/06/2023

Délibération n° AP-2023-58 – Avis sur le projet d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), dit "pôle environnemental" sur la commune de KOUROU

L'an deux mil vingt trois et le vendredi 09 juin à 09h00, la Collectivité Territoriale de Guyane s'est réunie en séance plénière à la Cité Administrative Territoriale : «Salle des Délibérations», sous la présidence de Monsieur Gabriel SERVILE, Président.

Etaient présents :

M. Gabriel SERVILE, Mme Annie ROBINSON CHOCHO, M. Philippe BOUBA, Mme Aïssatou CHAMBAUD, Mme Samantha CYRIAQUE, M. Chester LEONCE, M. Jean-Luk LEWEST, Mme Muriel BRIQUET, M. Jessi AMERICAIN, M. Albéric BENTH, M. Lucien ALEXANDER, Mme Christiane BARBE, M. Patrick COSSET, M. Jean-Claude LABRADOR, M. Serge LONG HIM NAM, Mme Violaine MACHICHI PROST, M. Christian NOKO, Mme Marie-Lucienne RATTIER, M. François RINGUET, M. Zadkiel SAINT-ORICE, Mme Sergina TELON, Mme Isabelle VERNET, M. Rodolphe ALEXANDRE

Etaient représentés :

Monsieur Jean-Paul FEREIRA a donné procuration à Madame Samantha CYRIAQUE, Madame Patricia SAID a donné procuration à Madame Isabelle VERNET, Monsieur Roger ARON a donné procuration à Monsieur Jean-Luk LEWEST, Madame Bernadette DUCLONA CONSTANT a donné procuration à Monsieur Chester LEONCE, Monsieur Emmanuel PRINCE a donné procuration à Monsieur Christian NOKO, Madame Karine CRESSON-IBRIS a donné procuration à Monsieur Patrick COSSET, Madame Tiarrah STEENWINKEL a donné procuration à Madame Christiane BARBE, Monsieur Raymond DEYE a donné procuration à Madame Marie-Lucienne RATTIER, Monsieur François BAGADI a donné procuration à Monsieur Philippe BOUBA, Madame Audrey MARIE a donné procuration à Madame Sergina TELON, Madame Isabelle PATIENT a donné procuration à Monsieur Rodolphe ALEXANDRE, Monsieur Denis GALIMOT a donné procuration à Monsieur Jean-Claude LABRADOR, Monsieur Félix DADA a donné procuration à Monsieur Albéric BENTH, Monsieur Gilles LE GALL a donné procuration à Monsieur Lucien ALEXANDER, Madame Keena Annick PERLET a donné procuration à Madame Violaine MACHICHI PROST, Madame Mirta TANI a donné procuration à Monsieur Zadkiel SAINT-ORICE, Monsieur Jocelyn Roger THERESE a donné procuration à Monsieur Serge LONG HIM NAM, Monsieur Benféline WAARHEID a donné procuration à Monsieur François RINGUET

Etaient absents :

M. Thibault LECHAT VEGA, Mme Sherly ALCIN, Mme Catherine LÉO, M. Julnor BELIZAIRE, Mme Magda SOESANNA, Mme Nelly DESMANGLES, M. Boris CHONG-SIT, M. Pierre DESERT, Mme Léda GEORGES MATHURIN, M. Crépin KEZZA, M. René MONERVILLE, M. Claude PLENET, M. Enrico WILLIAM, M. Akama OPOYA

Vu la Constitution,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la saisine de M. le Préfet de Guyane en date du 24 avril 2023 portant sur le projet d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux, dit pôle environnemental, sur la commune de Kourou ;

Vu le rapport n° AP-2023-59-6 du Président de la Collectivité Territoriale de Guyane ;
Entendu l'avis de la commission Aménagement du territoire, Logement, Politique de la ville et de l'habitat, Valorisation du patrimoine immobilier et foncier, Désenclavement, Transport, Energie, Déchets, Environnement, Biodiversité, Développement durable du 01/06/2023

Vu le PV de carence du 02/06/2023 ;

DELIBERE

DONNE ACTE à Monsieur le Président de la Collectivité Territoriale de Guyane du présent rapport n°AP-2023-59-6

ARTICLE 1 : EMET un avis DEFAVORABLE au projet d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de la SAS ECHE ECOSERVICES sur la commune de Kourou, conformément à l'avis annexé.

ARTICLE 2 : AUTORISE le Président de l'Assemblée de Guyane à signer au nom et pour le compte de la Collectivité Territoriale de Guyane tous les documents s'y afférents.

ARTICLE 3 : Le Président de la Collectivité Territoriale de Guyane, le Directeur Général des Services et le Payeur territorial sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Guyane.

35 POUR	M. Gabriel SERVILLO, M. Jean-Paul FERREIRA, Mme Annie ROBINSON CHOCHO, Mme Patricia SAID, M. Philippe BOUBA, Mme Aïssatou CHAMBAUD, M. Roger ARON, Mme Samantha CYRIAQUE, M. Chester LEONCE, Mme Bernadette DUCLONA CONSTANT, M. Emmanuel PRINCE, Mme Karine CRESSON-IBRIS, M. Jean-Luk LEWEST, Mme Tiarrah STEENWINKEL, M. Raymond DEYE, Mme Muriel BRIQUET, M. Jessi AMERICAIN, M. François BAGADI, Mme Audrey MARIE, Mme Isabelle PATIENT, M. Lucien ALEXANDER, Mme Christiane BARBE, M. Patrick COSSET, M. Gilles LE GALL, M. Serge LONG HIM NAM, Mme Violaine MACHICHI PROST, M. Christian NOKO, Mme Keena Annick PERLET, Mme Marie-Lucienne RATTIER, M. Zadkiel SAINT-ORICE, Mme Mirta TANI, Mme Sergina TELON, M. Jocelyn Roger THERESE, Mme Isabelle VERNET, M. Rodolphe ALEXANDRE
4 CONTRE	M. Denis GALIMOT, M. Jean-Claude LABRADOR, M. François RINGUET, M. Benféline WAARHEID
2 ABSTENTION	M. Albéric BENTH, M. Félix DADA
NUL(S)	

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Cayenne.

Fait et délibéré à Cayenne, le 9 juin 2023.

Date d'envoi en préfecture : 13/06/2023

Date de retour préfecture : 13/06/2023

Identifiant de télétransmission : 973-200052678-20230609-

Imc166947-DE-1-1

Publiée le : 13/06/2023

Le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, overlapping loops and vertical strokes, positioned within a light green rectangular border.

Gabriel Serville

AVIS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE SUR LE PROJET D'ISDND DE WAYABO

I. PREAMBULE

Par courrier en date du 24 avril 2023, le Préfet a saisi le président de la CTG pour avis sur le projet de création d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) au lieu-dit Wayabo à Kourou.

Il est précisé dans ce courrier que "ce projet vise à apporter aux plus proches agglomérations (CCDS, CACL, CCEG), une solution à la problématique de gestion et de traitements de leurs déchets non dangereux, en déployant les techniques disponibles les mieux adaptées aux besoins du territoire, tout en répondant au Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés".

La société SECHE ECO SERVICES a ainsi déposé en 2022 auprès de la DGTM une demande d'autorisation environnementale unique, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, de la loi sur l'Eau, et une demande de dérogation à la législation sur les espèces et habitats protégés, ainsi qu'une demande d'institution de servitudes d'utilité publique portant sur 9 parcelles concernées par la bande d'isolement de 200 mètres autour du casier.

Conformément aux articles L.123-2 et R.211-96 du code de l'environnement, les demandes d'autorisation environnementale unique et d'institution de servitudes d'utilité publique sont soumises à enquête publique.

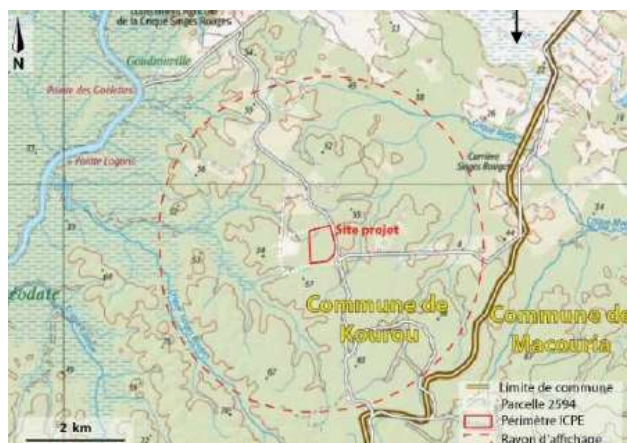
Celle-ci se déroule du 2 mai au 1er juin 2023.

Conformément à l'article R181-38 du code de l'environnement, le Préfet peut demander l'avis des groupements de collectivités qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur le territoire. Il demande par ailleurs que le dossier soit soumis à l'assemblée délibérante dont l'avis ne pourra être pris en considération que s'il lui est transmis le 16 juin 2023 au plus tard.

II. ANALYSE

Parallèlement à la demande d'autorisation environnementale la commune de Kourou porte une procédure de Déclaration de Projet valant Mise en Compatibilité (DPMEC) du PLU de Kourou. A ce titre et même si le dossier DPMEC ne fait pas parti des pièces soumises à l'enquête publique, la CTG se doit d'apporter ses observations.

Le périmètre du projet s'inscrit sur un espace actuellement dédié à l'activité agricole (wassai et bananes) ; la parcelle F2594 a une surface totale de 78 hectares.



Le « pôle environnemental » sera constitué notamment d'une ISDND pour les déchets ménagers et assimilés associée à une production d'électricité par la valorisation des biogaz, une ISDND dédiée aux déchets de construction contenant de l'amiante, une installation de tri de déchets.

Le projet occupera 36 hectares sur les 78 hectares de la parcelle, et la zone de stockage des déchets non dangereux concernera 19.15ha.

La capacité totale nette de stockage, indiquée dans le résumé de l'étude d'impact, pour les déchets ménagers et assimilés non valorisables est de 2 920 000 m³ ; le tonnage annuel prévu est de 96 000 t/an en moyenne avec un maximum de 108 000 t/an.

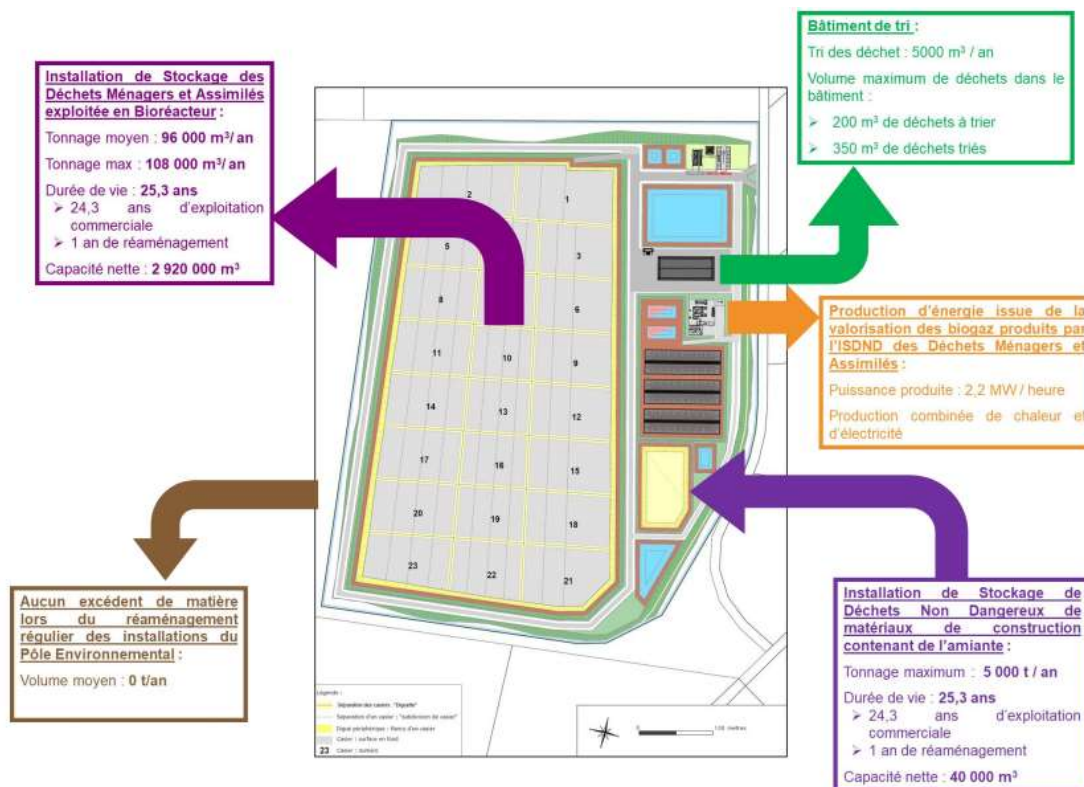


Figure 6 : Activités du Pôle Environnemental de Wayabo

1. Une incompatibilité avec le PLU actuel de Kourou

Une procédure de Déclaration de Projet valant Mise En Compatibilité (DPMEC) du PLU de KOUROU a été prescrite par délibération du conseil municipal le 12 avril 2022 en vue de modifier le règlement du PLU pour autoriser le projet. En effet, le projet d'ISDND, considérée comme une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), est prévu d'être implanté dans une zone agricole qui n'autorise pas les ICPE. C'est pourquoi la procédure DPMEC portée par la commune propose un nouveau classement autorisant ce type d'installation.

2. Une compatibilité avec le SAR qui reste à démontrer...

Or le secteur visé est également classé en Espaces Agricoles du SAR qui prescrit le maintien des espaces agricoles dans leur vocation. Toutefois peuvent être autorisés sous conditions de ne pas remettre en cause la pérennité de l'activité agricole, à titre exceptionnel, des ouvrages, installations et équipements publics ou d'intérêt collectif lorsqu'ils ne peuvent être accueillis dans les espaces urbanisés ou urbanisables et sous réserve d'être compatibles avec l'exercice d'une activité agricole.

Nous nous interrogeons dès lors sur la compatibilité de cette activité agricole et sa pérennité avec le projet d'ISDND. En effet, le rapport de présentation de la déclaration de projet indique que le règlement de la zone A (agricole) du PLU ne permet pas l'implantation de cette ISDND, d'où la proposition de changement de classement. Or dans un même temps, le projet est jugé compatible avec le classement du secteur en espaces agricoles du SAR.

Cependant, les mesures évoquées dans l'étude d'impact à savoir « *mettre en place un site d'expérimentation agricole sur le dôme. La vocation agricole du secteur perdurera durant et à l'issue de l'exploitation du site. En effet, la couverture servira de support à des parcelles d'expérimentation agricole en collaboration avec les acteurs locaux. La principale activité sera la récupération de semences en tant que banque de graines pour le réaménagement* » et « *valoriser avec des variétés fruitières la zone d'entrée et d'accueil et les délaissés* » ne démontrent en rien une telle faisabilité. Pas de retours d'expériences ni de démonstrations convaincantes sur la possibilité d'exploiter à des fins agricoles un terrain où seraient enfouis des déchets...

3. Un secteur à vocation agricole ayant fait l'objet d'investissements publics de longue date...

Or c'est sur cette même zone que l'EPFAG conduit depuis 2010 l'opération Wayabo afin de répondre à une politique de développement et d'installation agricole souhaitée par la profession et les collectivités. C'est dans cet objectif que le conseil d'administration de l'EPFAG avait décidé la réalisation d'une opération d'aménagement pour un développement durable de l'agriculture guyanaise.

Aussi par courriers en date du 13 mai 2022 et du 11 avril 2023 (documents joints), l'EPFAG rappelle au groupe SECHE, cette vocation initiale, tout en précisant les actes passés pour la location et la cession aux agriculteurs, actes assortis de clauses anti-spéculatives ou garantissant le maintien de la destination agricole des terrains concernés. L'EPFAG précise donc au groupe SECHE d'une part l'impossibilité de levée de ces conditions résolutoires en l'état et d'autre part que faute pour le groupe d'avoir obtenu l'accord de l'ensemble des agriculteurs concernés par les servitudes publiques, il est impossible à l'EPFAG de valider pour l'heure les propositions de conventions de servitudes d'utilité publique. L'EPFAG conclut en ajoutant que cette situation ne pourra être réétudiée que « lorsque ce projet recevra une Déclaration d'Utilité Publique ou à défaut une demande formelle de leur Conseil d'Administration ».

4. Une absence d'étude multi-sites...

Si le dossier de DPMEC a certes été complété et indique « *qu'après plusieurs années de prospection, les recherches menées par Séché ont convergé sur un terrain situé au Sud-Est de la zone agricole de Wayabo* », le dossier de DPMEC ne dit toujours pas si une étude multi-sites a été réalisée, ne nous permettant pas d'apprécier dans quelle mesure l'ISDND aurait pu être implantée ou non dans d'autres secteurs.

Deux projets similaires dans leurs finalités et pourtant des exigences réglementaires bien différentes...

Or, à noter que dans l'avis du 6 octobre 2022 de l'Autorité Environnementale (AE) sur la Modification n°2 du SAR pour permettre la réalisation de l'ISDND à Macouria, l'AE indique que dès lors que « *le projet du pôle environnemental de Wayabo a une existence réglementaire, il est impératif de présenter une comparaison détaillée des incidences environnementales des deux projets. Une comparaison aussi fine devrait être réalisée pour le deuxième site non retenu par la CACL (B04-4)* ».

A ce titre, l'AE a recommandé à la CTG :

- « de joindre au dossier les deux rapports d'étude comparant les 29 sites initialement analysés par la CACL et d'y ajouter une comparaison des incidences environnementales (...) constitués de chaque site ».
- « de présenter une analyse détaillée des incidences environnementales et de la compatibilité avec les documents de planification du « pôle environnemental de Wayabo » et du projet

correspondant au site de Macouria, en y intégrant l'ensemble des composantes nécessaires à leur fonctionnement ».

Cet avis est celui émis par la formation d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ; 14 membres présents en séance ont délibéré sur cet avis.

Concernant le dossier de Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Kourou pour l'implantation du pôle environnemental de Wayabo, l'avis a été rendu par la Mission régionale d'autorité environnementale de Guyane le 1^{er} décembre 2022 ; 2 membres ont délibéré sur cet avis.

La question d'une étude comparant plusieurs sites qui auraient été analysés par Séché Eco Services justifiant ainsi leur choix d'implantation à Wayabo (étude multi-sites et multi-critères) et la demande d'une comparaison avec le projet de la CACL n'est pas soulevé dans l'avis de la mission régionale de l'AE.

Dès lors, la CTG ne comprend pas ces approches différenciées pour des projets pourtant bien similaires dans leurs finalités et leurs incidences sur le territoire et l'environnement. La CTG demande dès lors qu'une étude multi-sites et multi-critères soit ajoutée au dossier.

5. Une incohérence avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets...

Le Plan régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Guyane et son rapport environnemental ont été adoptés par l'Assemblée Territoriale de Guyane le 16 décembre 2022.

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu à l'article L. 541-13 a pour objet de coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets.

Il concerne les déchets produits dans la région par les ménages, les activités économiques, les collectivités, les administrations ; les déchets gérés dans la région ainsi que les déchets importés pour être gérés dans la région, exportés pour être gérés hors de la région.

Le plan comprend un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition et les modalités de leur transport ; une prospective à termes de six ans et de douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ; des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ; une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six ans et de douze ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs fixés au 3^e du présent II, dans le respect de la limite mentionnée au IV ; un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire ; une synthèse des actions menées par les autorités compétentes pour prévenir et empêcher les abandons de déchets et pour faire disparaître les dépôts illégaux de déchets ».

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), bien que mentionné dans le courrier de saisine de la Préfecture, n'est donc plus le document de référence en la matière.

Or les solutions de traitement des déchets retenues dans le PRPGD prévoient :

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCDS :

Le besoin de traitement des déchets résiduels de la CCDS estimé à 13 000 t/an en 2033 (estimation intégrant 5 000 tonnes déchets d'activités économiques). A court terme, les déchets résiduels de la CCDS (hors commune isolée) seront traités sur l'installation de stockage de la CACL.

Les déchets de Saint-Elie seront transférés : un quai de transfert sera réalisé à cet effet.

L'ISDND de Kourou doit être définitivement fermée et faire l'objet d'une réhabilitation totale. Un quai de transfert sera réalisé (en cours de construction) sur Kourou pour permettre un transport massif et optimisé des déchets vers l'ISDND de la CACL.

La CCDS souhaite lancer une réflexion sur le traitement à plus long terme des déchets pouvant se faire par valorisation énergétique par co-incinération avec la biomasse et les déchets d'autres EPCI.

SUR LE TERRITOIRE DE LA CACL : Si on intègre les déchets d'activités économiques et les refus de tri (collectes sélectives et des déchets d'éléments d'ameublement notamment), le besoin de traitement des déchets résiduels est estimé à près de 60 000 t/an en 2033 sur la CACL.

A court terme, le plan retient l'urgence d'un nouveau site de stockage à mettre en œuvre à la suite de la fermeture de l'ISDND des Maringouins à Cayenne : sa capacité sera équivalente à celle des Maringouins (105 000 t/an) en attendant la mise en place de l'unité de valorisation énergétique (cf. chapitre 23.7 ci-après).

Ce site accueillera des déchets d'activités économiques résiduels, des refus de tri mais aussi des DMA résiduels d'autres collectivités guyanaises, en particulier en provenance de la CCDS et de la CCEG.

Après mise en service de la valorisation énergétique, la capacité de stockage sera revue à la baisse en fonction des besoins pour la gestion des périodes d'arrêt de l'usine, l'évacuation des lots de mâchefers non valorisables et le traitement de certains déchets non incinérables.

Dès lors l'implantation d'une ISDND sur le territoire de la CCDS est incompatible avec les solutions retenues dans le PRPGD et remet en question l'économie générale de la politique de prévention et de gestion des déchets à l'échelle de l'ensemble du territoire de la Guyane.

6. L'absence d'évaluation et de système de contrôle des coûts fait peser un péril grave sur la politique publique de gestion des déchets

Le traitement des déchets finaux et notamment le transport et l'enfouissement constituent une part importante des coûts de traitement et de collecte des déchets des collectivités territoriales.

Le cadre réglementaire prévoit qu'un seul projet de centre d'enfouissement pourra être mis en service pour accueillir les déchets de la CCDS, de la CACL et de la CCEG. Le coût d'enfouissement et le transport des déchets pèsent donc directement et sans aucune marge de manoeuvre sur les budgets publics.

Concernant les transports, la principale zone de production est située sur le périmètre de la CACL. Plus le site utilisé sera éloigné de ce barycentre de production, plus le coût de transport à charge du contribuable sera élevé. C'est dans cette logique que le site de l'ISDND est programmé au sein de la

CACL, afin d'être au plus près du barycentre de production. Du fait de sa localisation excentrée, le site de Wayabo entrainera mécaniquement une augmentation très significative des coûts de transport à charge du contribuable (et des nuisances environnementales associées)

Concernant le coût d'enfouissement, le dossier ne permet aucunement d'évaluer la grille tarifaire qui résulterait de ce projet et la charge afférente pour les collectivités. Bâti en absence totale de mise en concurrence, le projet n'accorde aucune garantie quant à son optimisation financière et donc quant à la maîtrise des coûts de service public qui en sera pourtant le principal financeur.

En outre, alors même que l'infrastructure serait en situation de monopole pour accueillir les déchets publics, la grille tarifaire sera aux seules mains de l'opérateur qui pourra donc fixer les tarifs à sa guise.

En conclusion, en l'absence de contractualisation de long terme préalable entre l'opérateur et les collectivités publiques, le monopole de fait qui est créé par la nature de cette infrastructure expose les Collectivités à une absence totale de maîtrise des coûts, alors même que la gestion des déchets asphyxie déjà les EPCI. C'est donc un péril grave que la structure juridique et financière du projet fait courir à la politique de gestion des déchets en Guyane, pourtant déjà fragile.

Seul un projet d'initiative publique semble à même de cadrer un modèle économique viable de long terme.

III - CONCLUSION : UN AVIS DEFAVORABLE

En conclusion, la Collectivité émet un avis DEFAVORABLE à la réalisation de ce projet en particulier car, comme cela est détaillé ci avant, celui-ci :

- **N'est pas compatible avec les documents de planification en vigueur** (PLU de Kourou, SAR et PRPGD)
- Ne répond pas aux préconisations du PRPGD, dont la vocation réglementaire est de définir une stratégie de gestion des déchets à l'échelle de la Région. En particulier **la stratégie du PRPGD prévoit, dans une logique de performance économique et environnementale, la recherche d'un lieu au plus près des principales zones de production. Le site de Wayabo est à l'inverse très excentré.**
- **N'a fait l'objet d'aucune analyse multicritère et multisite détaillée**, alors même que la recherche du meilleur site constitue l'enjeu premier des évaluations environnementales d'un tel projet
- **Apparaît peu compatible avec l'activité agricole de la zone**, alors même que celle-ci a fait l'objet d'une action publique constante. Il soulève d'ailleurs dans le monde agricole une forte opposition.
- **Fait peser un risque majeur sur la maîtrise des coûts du service public des déchets, en créant une infrastructure privée, en situation de monopole**, dont le financement est assuré majoritairement par les coûts d'enfouissement des déchets supporté par le contribuable, dont la localisation renchérit le coût de transport, et pour laquelle la fixation des prix restera à la seule main de l'opérateur.